



RÉFORME DES RETRAITES

Chronique d'une semaine syndicale

Vendredi 3 septembre, 11h45

«On n'est pas couchés !»

La chose est suffisamment inhabituelle pour qu'elle soit fièrement exhibée. Oui, là, au local CGT de la rue de Méric à Metz, ils sont tous présents, autour de la table. Les syndicats sont unis, oui ! Enfin, presque. Ne manque que FO, mais on ne préfère pas trop en parler. «FO appelle aussi à la grève, c'est là le principal.» Bref.

Les manches sont retroussées. Ambiance de veillée d'armes dans le brouillard. On sent que quelque chose se prépare, mais on ne voit encore ni l'adversaire ni même ses propres lignes. Sur qui compter ? On se refuse encore à toute charge héroïque. Tout au plus lâche-t-on un «50 %» de participation, au moins dans les secteurs-

clefs comme la sidérurgie, le secteur automobile, les transports ou l'enseignement.

Le contexte n'est pourtant pas évident pour les syndicalistes. «Une manifestation de cette ampleur dès la rentrée, c'est du jamais vu. Mais il fallait se caler avec l'ouverture du débat parlementaire, qui a lieu le 7 septembre. Beaucoup de professeurs nous disent qu'ils hésitent à lâcher leurs élèves des premiers jours de cours, mais ils sont vraiment remontés» explique Denis Pesce, secrétaire général de la CGT-Moselle et porte-parole de l'intersyndicale. «Nous voulons une réforme juste, et pour nous, cela signifie ne pas remettre en cause le système de répartition, ni l'âge légal de départ à la retraite.» Deux piliers non négociables. Pour le gouvernement non plus, d'ailleurs, mais dans un sens différent. Ça promet.

Côté concessions, ce n'est donc pas encore à l'ordre du jour. «Nous sommes écartés de la réflexion sur la réforme des retraites. Le gouvernement veut décider tout seul, c'est dramatique. Mais nous sommes confiants : ce gouvernement a déjà montré qu'il savait reculer sans le montrer. On va gagner, notre mouvement est une lame de fond attisée en plus par les déconnades du gouvernement. Nous ne livrons pas un baroud d'honneur ce 7 septembre.»

Résumé : «On n'est pas couchés !» Comprenez la subtilité du double sens : les syndicats ne veulent pas s'aplatir devant les enjeux...et ils ont encore du pain sur la planche. «Nicolas Sarkozy lui-même avait dit que lorsque la CGT et la CFE-CGC sont sur la même longueur d'ondes, c'est que les problèmes s'annoncent pour le gouvernement. C'est le cas aujourd'hui !» Oui, ça promet.

Mardi 7 septembre, 8h50

Quand les revendications s'affinent

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, est sur RTL, cuisiné par quelques auditeurs. On se rend compte que les revendications syndicales, en fait, sont un peu plus fines que la façade de lutte finale qu'ils cultivent pourtant avec soin. Le leader syndical détaille un peu le fond de sa pensée. Ses mots entrent en résonance avec ceux prononcés quelques jours plutôt -et assez rapidement- par ses confrères mosellans.

Pour faire court, disons que le mot d'ordre de la manifestation est «égali-

té.» La retraite à 60 ans pour tout le monde, c'est bien beau, mais est-ce vraiment défendable ? «Nous voulons protéger les salariés les plus fragiles, ceux qui ont un métier pénible. Et aujourd'hui, la pénibilité ne concerne plus forcément les industries anciennes, mais dans les nouveaux métiers qui se développent : les femmes de ménage, les veilleurs de nuit dont l'horloge biologique se dégrade, les ouvriers exposés aux produits chimiques...»

François Chérèque conclut : «il faut faire la distinction entre travail fatigant et travail pénible.» Lutte finale contre un gouvernement de fer. La caricature est belle. Le décorum fait effet. Mais les coulisses sont sans doute un peu différentes.

Mardi 7 septembre, 14h50

Douchés, mais pas coulés

La pluie, dans cette affaire-là, n'aura été qu'un simple détail. Le temps maussade, bien sûr qu'ils n'en ont rien à faire. Bien évidemment, elle en a peut-être découragé quelques-uns. Quelqu'un d'entre eux quitteront aussi les rangs sous les trombes d'eau. Mais l'intersyndicale peut jubiler : la mobilisation est massive.

Pétards, camionnettes bardées de haut-parleurs, tuniques rouges cégétistes en tête, suivies des autres syndicats, dont la mécanique visuelle et auditive est bien huilée. Les couleurs occupent l'espace, font bloc autour des «chauffeurs» de cortège qui donnent de la voix pour faire monter la sauce. Pas toujours facile : tout le monde n'est pas un manifestant né.

Alors, après, dans les revendications, on s'y perd quelquefois un peu. Aujourd'hui, c'était pour défendre les retraites. Sur des banderoles, on revendique de meilleurs salaires. Les autres scandent des refrains pour défendre l'emploi. A l'arrière, on s'en prend à la RGPP (réforme générale des politiques publiques). Nicolas Sarkozy en prend pour son grade de la tête à la queue de la manifestation. «Tout est lié» explique Denis Pesce. «Les retraites sont le sujet-phare de la revendication de ce 7 septembre. Mais tout l'emploi et les salaires sont interdépendants des retraites.» C'est dit.

Mardi 7 septembre, 18h55

«On attend, on est prêts»

Denis Pesce au téléphone pour un court débriefing. Le leader de l'intersyndicale est forcément «heureux, même si la pluie a dû décourager quelques caramades. Avec le soleil, on aurait sûrement été plus nombreux.» Les chiffres ? 18 000 selon les syndicats, 7 000 selon la police. «A peu près le double de la manifestation du 24 juin !» Prochaine étape ? Ce jeudi, l'intersyndicale départementale se réunira. «On attend les réactions du gouvernement, on est prêts.» Peut-être pour une nouvelle manif le samedi 18 septembre, avant la grande journée d'action européenne prévue le 29 à Bruxelles.

Dans la soirée, le gouvernement proposait des «ouvertures» sur la question. Sans que, bien sûr, le socle de la réforme ne soit concerné. Suite au prochain épisode. +



Denis Pesce (CGT), Dominique Marchal (CFDT) et Alain Monpeurt (GCE-CGC) sont remontés. La CFTC, la FSU, l'UNSA et l'Union Syndicale «Solidaires» ne sont pas loin.